



L'observateur
indépendant
du Fonds mondial

Observateur du Fonds Mondial

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 37 : 8 Mars 2017

OFM est une lettre d'information indépendante du Fonds mondial.

[OFM en direct >>](#)

[Site Aidspan >>](#)

[Contactez-nous >>](#)

AU SOMMAIRE:

[1. ACTUALITÉS & ANALYSE : Le Conseil d'administration « relance la procédure » de recrutement du nouveau Directeur exécutif](#)

Évoquant leurs préoccupations quant à la procédure de recrutement et non la qualité ou l'aptitude des candidats, le Conseil d'administration du Fonds mondial a décidé de continuer à chercher un nouveau Directeur exécutif

[2. ACTUALITÉS & ANALYSE : L'atelier MENA encourage la participation des populations clés](#)

Les représentants des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et d'autres populations clés du Fonds mondial ont participé à un atelier au cours duquel ils ont élaboré une série de plans de travail pour une meilleure participation dans les instances de coordination nationale et les processus du Fonds mondial, alors que les premières demandes de financement pour la période 2017/2019 vont démarrer. La réunion a été un succès mais des défis persistent, dû notamment aux conflits, à la marginalisation et au retrait imminent de l'aide du Fonds mondial à certains pays dans la région.

[3. ACTUALITÉS : Le Conseil approuve un financement additionnel provenant des allocations de la période 2014/2016](#)

Le financement des allocations de la période 2014/2016 a été attribué aux candidats au niveau national et régional. Un financement a également été attribué pour les subventions écourtées et les candidats de la première phase; et pour les initiatives sur le Registre des demandes de qualité non financées.

[4. ACTUALITÉS : Informations supplémentaires sur les financements accordés aux pays candidats](#)

Six subventions de cinq pays reçoivent 41 millions de dollars dans le cadre du financement provenant des allocations pour la période 2014/2016, qui a été approuvé en décembre. Cet article fournit des détails sur plusieurs de ces attributions.

[5. ANNONCE : Délégation des ONG des pays en développement recherche nouveaux membres](#)

La Délégation des ONG des pays en développement au Conseil d'administration du Fonds mondial recherche de nouveaux membres.

ARTICLES:

1. ACTUALITÉS & ANALYSE : Le Conseil d'administration « relance la procédure » de recrutement du nouveau Directeur exécutif

Les membres du Conseil d'administration ont choisi de ne considérer aucun des deux candidats présélectionnés

David Garmaise

Faisant état de préoccupations concernant la procédure, le Conseil d'administration du Fonds mondial a décidé de continuer à chercher un nouveau Directeur exécutif*.

La décision a été prise le 27 février lors de la réunion du Conseil à Genève, en Suisse. « *En raison de problèmes qui se sont posés lors de la procédure de recrutement, les membres du Conseil d'administration ont estimé ne pas être en mesure de prendre une décision* », a déclaré le Fonds mondial dans un bref [communiqué de presse](#). « *Tout en faisant part de son soutien total pour le travail accompli par le Comité des candidatures, le Conseil d'administration a décidé de relancer la procédure.* »

Jusqu'à une date récente, le Fonds mondial devait faire un choix parmi les candidats qui avaient été présélectionnés par le Comité des candidatures au poste de Directeur exécutif. Au

moment de la réunion du Conseil, les deux personnes suivantes étaient retenues comme candidats :

- Dr Muhammad Ali Pate, chercheur invité à l'École Chan de santé publique de Harvard, ancien spécialiste de la santé de la Banque mondiale et ancien ministre de la Santé du Nigeria; et
- Subhanu Saxena, un dirigeant d'entreprise pharmaceutique qui, en août 2016, a démissionné de son poste de Directeur général de Cipla, une importante société pharmaceutique indienne.

Cependant, dans les jours précédant la réunion du Conseil d'administration, les préoccupations au sujet du processus ont commencé à prendre le devant de la scène. Au final, selon les informations d'Aidspan, les deux candidats n'ont même pas été interviewés par l'ensemble du Conseil d'administration.

Le Comité des candidatures avait également inscrit une troisième candidate - Helen Clark, administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ancienne première ministre de Nouvelle-Zélande -, mais elle a abandonné la course bien avant la réunion du Conseil d'administration.

Le Comité des candidatures était présidée par Jan Paehler, vice-président du Comité d'éthique et de gouvernance du Conseil d'administration, et comprenait Amy Baker, Michèle Bocoz, Sarah Boulton, Hristijan Jankuloski, Vinand Nantulya et Filipe da Costa de diverses délégations du Conseil; Et deux membres indépendants, Eric Goosby et Mphu Ramatlapeng.

« Le Conseil d'administration est résolu à suivre une procédure qui respecte les normes les plus strictes possibles, qui soit équitable, transparente et fondée sur le mérite, et qui soit menée dans des délais raisonnables et avec professionnalisme », a déclaré Norbert Hauser, président du Conseil d'administration.

« La première des priorités du Conseil d'administration est de trouver un nouveau Directeur exécutif dont le leadership sera une source d'inspiration et qui pourra mettre en œuvre une nouvelle stratégie ambitieuse pour en finir avec les épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme », a déclaré le communiqué. Elle ajoute que de plus amples renseignements seront fournis dès que possible.

Événements qui ont mené à cette décision

Les dernières semaines ont été tumultueuses.

Comme nous l'[avons signalé](#) dans le dernier numéro de la version anglaise de l'OFM, le 13 février dernier, le rapport final du Comité des candidatures a été envoyé aux membres du Conseil d'administration et aux suppléants via un portail sécurisé. Le rapport contenait les noms des finalistes pour le poste (c.-à-d. la liste restreinte) ainsi que la justification de leur sélection. Le Comité des candidatures avait été mandaté pour fournir jusqu'à quatre noms. Il a

été demandé aux membres du Conseil et aux suppléants de garder la liste strictement confidentielle.

Cependant, comme cela semblait inévitable, les noms des candidats finaux ont fuité. Les e-mails volaient dans toutes les directions, mais la première personne à sortir l'information a été Donald McNeil du New York Times. M. McNeil a révélé qu'il y avait trois candidats sur la liste et il les a identifiés comme étant Dr Pate, M. Saxena et Mme Clark.

M. McNeil a écrit que quiconque serait sélectionné ferait probablement l'objet d'un examen rigoureux de la part des États-Unis, le plus grand bailleur du Fonds. « *Bien que tous auraient pu être considérés comme d'excellents candidats pour ce poste il y a encore quelques temps, les responsables de la santé mondiale sont inquiets que leurs antécédents poussent l'administration Trump à s'éloigner des engagements historiques des États-Unis envers le Fonds* ».

(Les États-Unis ont toujours donné un tiers du budget du Fonds mondial et sont, de loin, la principale source de financement.)

M. McNeil a déclaré que le Dr Pate avait utilisé Twitter pour appeler M. Trump un fasciste, disant qu'il avait beaucoup en commun avec l'État islamique en raison de sa position anti-musulmans. (Plus tard dans le même article, McNeil expliquait que Dr Pate n'avait pas directement tenu ces propos au sujet de M. Trump mais qu'il avait re-tweeté des tweets d'autres personnes qui les avaient écrits.)

En ce qui concerne M. Saxena, M. McNeil a écrit que « *les fonctionnaires américains peuvent regarder avec méfiance l'embauche d'un cadre d'une grande société pharmaceutique dont le Fonds mondial a été un client important. En 2015, six millions d'Africains recevaient des antirétroviraux fabriqués par Cipla.* »

Au sujet de Mme Clark, M. McNeil a déclaré que « *l'administration Trump a exprimé son hostilité envers les programmes des Nations Unies* ». Il a ajouté que l'administration a envisagé de réduire son soutien aux opérations internationales des États-Unis d'au moins 40%.

M. McNeil a cité Seth Faison, Directeur des communications du Fonds mondial, déclarant qu'aucun candidat ne devrait se retirer.

« *Beaucoup de gens qui travaillent maintenant avec M. Trump ont dit des choses à son sujet pendant la campagne* », a-t-il déclaré au sujet du Dr Pate.

Au sujet de M. Saxena et de Mme Clark, M. Faison a déclaré que les connexions avec les États-Unis ou les milieux d'affaires étaient inévitables pour pratiquement tous les candidats qui ne provenaient pas d'un grand pays donateur. Le Directeur exécutif ne supervise pas les

achats des compagnies pharmaceutiques, a-t-il précisé, et le Fonds mondial donne de l'argent à de nombreux récipiendaires, dont 300 millions de dollars au PNUD et 800 millions au Nigeria.

« *Quiconque a déjà travaillé dans un gouvernement qui a obtenu des fonds du Fonds mondial ne remplirait pas ces critères, ce qui n'est pas réaliste* », a déclaré M. Faison. Un Directeur pourrait se récuser pour des décisions présentant de potentiels conflits d'intérêts, a ajouté M. Faison, et un autre représentant du Fonds pourrait se rapprocher des États-Unis lors de la prochaine campagne d'appel aux dons.

Selon les informations d'Aidspan, le 14 février, dans une lettre adressée à Norbert Hauser, le président du Conseil d'administration, Mme Clark s'est retirée de la course. Dans cette lettre non rendue publique, elle a critiqué le processus de sélection. Peu de temps après, Jan Paehler, président du Comité des candidatures, a envoyé une lettre au Conseil d'administration réfutant les critiques de Mme Clark concernant le processus de sélection.

Le 17 février, un article de [Firstpost](#) (en anglais) a révélé que les trois finalistes avaient été classés dans l'ordre suivant par le Comité des candidatures : Dr Pate, M. Saxena et Mme Clark.

Avant les délibérations du Conseil d'administration réuni en plénière, les deux finalistes ont été interviewés par téléconférence par des représentants des trois circonscriptions de la société civile du Conseil - le Dr Pate le 20 février, et M. Saxena le 24 février.

Réactions

La réaction des gens à ce qui s'est passé a clairement montré qu'ils étaient préoccupés par l'aptitude des candidats ainsi que le processus de sélection. Bien que personne n'ait parlé publiquement, la publication des noms figurant sur la liste finale a engendré une grande consternation parmi bon nombre de circonscriptions du Fonds mondial.

Certaines des préoccupations ont fait écho à ce que Donald McNeil a rapporté dans le New York Times - c'est-à-dire qu'au moins deux des candidats sur la liste - Muhammed Pate et Subhanu Saxena - pourraient contrarier les fonctionnaires des États-Unis. (Une fois que Mme Helen Clark s'est retirée, c'étaient les seuls candidats restant.)

En ce qui concerne M. Pate, les gens se demandent comment le Comité des candidatures a pu sérieusement envisagé quelqu'un qui avait attaqué publiquement le président Trump. En outre, certaines personnes ont souligné qu'en mai 2013, le Parlement nigérian a adopté, pendant le mandat de M. Pate au gouvernement, une loi anti-gay très répressive. Selon eux, M. Pate ne s'est pas prononcé contre cette loi, ni à ce moment-là ni après avoir quitté le gouvernement. D'autres ont prétendu que M. Pate n'avait jamais démontré d'efforts de

plaidoyer ou de soutien en faveur des droits LGBT ou d'autres questions clés relatives aux droits humains.

En ce qui concerne M. Saxena, certaines personnes ont déclaré que son mandat récent en tant que PDG de Cipla soulevait des questions quant à son aptitude à occuper le poste de Directeur exécutif du Fonds mondial. Elles ont également souligné que M. Saxena ne pouvait pas clairement démontrer de travail de plaidoyer en faveur des droits humains et des questions de genre.

Dans un [article](#) (en anglais) paru le 24 février dans Devex, une plateforme en ligne pour les professionnels du développement, Michael Igoe a déclaré que Devex avait parlé à plusieurs « *leaders bien placés de la santé et du développement mondial* » et que « *chacun exprimait des sentiments mitigés et une certaine déception que le processus de sélection n'ait pas généré de candidats connus pour leur leadership visionnaire en matière de santé mondiale* ».

Dans un article paru dans [Science](#) le 27 février, Jon Cohen a déclaré que le Dr Pate lui avait affirmé dans un courriel qu'il n'avait pas l'intention de présenter une nouvelle candidature pour le poste. Le Dr Pate a qualifié la décision du Conseil d'administration d'« *injuste et injustifiée* ». Le Dr Pate a ensuite tweeté: « *Je pense que le Conseil d'administration du @GlobalFund devrait démissionner pour incompétence* ».

Pour finir et pour mettre la décision du Conseil d'administration en perspective, tous les candidats au poste de Directeur exécutif du Fonds mondial, ont fait l'objet d'objections, y compris Mark Dybul, le titulaire actuel.

**le genre masculin est utilisé en référence à ce poste afin de faciliter la lecture de cet article mais ne se veut aucunement discriminatoire.*

[HAUT](#)

2. ACTUALITÉS & ANALYSE : L'atelier MENA encourage la participation des populations clés

Les HSH et les populations clés préconisent de renforcer les connaissances du Fonds mondial et l'élaboration de plans d'actions au début de la nouvelle période d'allocation

Charlie Baran

Un atelier auquel ont participé des représentants de réseaux d'hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH) et d'autres parties prenantes du Fonds mondial a produit une série de plans de travail nationaux visant à « *faire entendre la voix des populations clés dans les Instances de coordination nationale (ICN)* » dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA).

« *Le résultat le plus important de l'atelier, à mon avis, a été l'élaboration des plans de travail que les participants ont développés* », a déclaré Zakaria Bahtout, coorganisateur de la réunion de l'International Treatment Preparedness Coalition-MENA (ou [ITCP-MENA](#)) basée à Marrakech et hôte de la Plateforme régionale de coordination et de communication de MENA. « *Ce sera une sorte de feuille de route qui les guidera pour avoir plus d'impact sur le travail des ICN* », y compris l'élaboration de demandes de financement et le contrôle de la mise en œuvre du programme. Les plans de travail nationaux, portés par les organisations qui ont participé à l'atelier, ont pris soin de prendre en considération les particularités des membres des ICN de chaque pays et le type de demande, la portée et le calendrier de la demande de financement (c.-à-d. la période d'examen prévue).

L'atelier, qui s'inscrit dans le cadre d'un effort plus large de renforcement de la participation des principaux réseaux de populations dans les subventions du Fonds mondial dans la région MENA, s'est tenu à Marrakech (au Maroc) les 19 et 20 décembre 2016. Il a été co-organisé par ITPC-MENA, [M-Coalition](#), un réseau relativement nouveau d'organisations de HSH dans la région MENA, et le [Forum mondial sur les HSH et le VIH](#) (MSMGF). La Plateforme régionale de coordination et de communication de la région MENA, qui fait partie de l'initiative stratégique pour la communauté, les droits et le genre, qui est hébergée par ITPC-MENA, a développé un partenariat stratégique avec M-Coalition. Les participants comprenaient des défenseurs des HSH et des membres des ICN en Algérie, en Égypte, au Liban, en Mauritanie, au Maroc et en Tunisie.

Selon les organisateurs de la réunion, l'objectif de l'atelier était « *d'aider les principaux leaders de populations et les organisations de la région MENA à participer et à utiliser au mieux le Fonds mondial ou d'autres occasions de financement pertinentes pour appuyer leur programmation au niveau des pays* ». Michael O'Connor, facilitateur de l'atelier, vétérinaire et consultant indépendant en santé et en développement, a accompagné le groupe dans les

sessions visant à une meilleure compréhension et participation dans les processus du Fonds mondial, comme le dialogue national, l'élaboration des demandes de financement, la subvention, le contrôle des programmes.

« Il s'agissait d'équiper certains représentants des populations clés et de les mettre à niveau concernant les processus du Fonds mondial. Mais avoir des représentants des ICN a également été très utile, car ils sont des points d'entrée directs pour le suivi dans leurs pays respectifs », a déclaré Nadia Rafif, membre du conseil d'administration d'ITPC-MENA, Directrice des politiques de MSMGF et co-facilitatrice de la réunion.

L'échange entre les membres des ICN a constitué une véritable valeur ajoutée de l'atelier, selon Elie Ballan, Directeur général de M-Coalition. *« À mon avis, le résultat le plus important de la réunion a été le partage d'expériences entre les représentants des ICN. Être un représentant d'une population clé dans un ICN comporte des difficultés, qu'il s'agisse de faire entendre sa voix et d'avoir ses remarques soient pris en compte, ou de défier la stigmatisation qui entoure sa position. Et donc avoir des membres des ICN qui font part de leur expérience et expliquent comment ils ont traité différentes situations [a aidé les défenseurs à entrevoir] de meilleures façons de soulever leurs préoccupations et leurs préoccupations clés dans les réunions des ICN. »*

« Même s'(...) il y a eu des représentants des HSH et des personnes vivant avec le VIH à l'atelier, il aurait été encore plus efficace d'avoir aussi des représentants d'autres populations clés et de plus de pays travaillant avec le Fonds mondial, ce qui aurait donné une meilleure perspective et une discussion plus approfondie afin d'examiner et d'apprendre de plus d'études de cas de la région », a noté M. Ballan.

Prochaines étapes

M. Bahtout, co-organisateur de l'atelier, s'est félicité du fait que la réunion ait atteint ses objectifs. Il a indiqué que beaucoup de représentants des HSH qui s'étaient décrits comme ignorants concernant le Fonds mondial au début de la réunion, sont repartis avec le sentiment de pouvoir *« participer davantage à toutes les négociations relatives au Fonds mondial et à leur ICN »*.

À la fin de l'atelier, les représentants de chaque pays se sont engagés à prendre des mesures spécifiques lorsqu'ils seront rentrés chez eux, sous la forme de plans de travail nationaux. Les engagements consistaient à rendre compte de ce qu'ils ont appris lors de la réunion de Marrakech à la société civile locale, aux parties prenantes des population clés, ainsi qu'à leurs ICN, ; Finaliser et mettre en œuvre les plans de travail nationaux qu'ils ont élaborés; Et assurer la participation des populations clés aux prochaines réunions des ICN et aux processus d'élaboration des demandes de financement. Les plans de travail, qui appartiennent et sont mis en œuvre par les organisations des pays elles-mêmes, seront finalisés et activés d'ici la fin du premier trimestre de 2017.

Pour sa part, l'ITPC-MENA, hôte de la Plateforme régionale de communication et de coordination, a réaffirmé son mandat de « *fournir un appui à toutes les organisations de la société civile de la région pour obtenir une assistance technique selon les besoins* ».

Obstacles au travail dans la région MENA

Bien que l'atelier ait été une expérience globalement positive pour les participants, certains des principaux défis que pose le travail dans la région étaient évidents avant même le début de l'atelier.

« *Un problème est la sous-représentation de certains pays de la région qui font face à des défis extraordinaires, les laissant isolés de ce type de rencontre* », a déclaré Mme Rafif. Par exemple, les participants de la Syrie, de la Palestine, du Yémen et de l'Irak n'ont pas pu assister à la réunion, en raison des conflits politiques et militaires en cours dans ces pays et des barrières qui en résultent pour les voyages internationaux. Mme Rafif a ajouté que certains participants du Soudan et de l'Égypte qui avaient été invités n'étaient pas en mesure d'y assister parce que leurs visas avaient été refusés.

Au début de la rencontre, un participant a posé la question de l'absence de représentants des États du Golfe (en particulier le Bahreïn, le Koweït, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis). Les facilitateurs ont expliqué que, dans la mesure où ces pays étaient classés parmi les « revenus élevés », le Fonds mondial n'a soutenu aucun programme. L'absence du Fonds mondial et les réalités politiques de certains États du Golfe signifient qu'il y a peu, voire aucun, réseaux actifs de HSH. Néanmoins, M. Ballan a clairement indiqué que M-Coalition était prête et disposée à accepter de nouveaux membres des États du Golfe, ou ailleurs dans la région.

Le chemin à parcourir pour les bénéficiaires du Fonds mondial pour la région MENA est semé de défis et de questions. Lorsque les pays de la région MENA reçoivent des subventions, elles sont généralement faibles - selon le modèle d'allocation du Fonds - et sont axées sur les services en faveur des populations clés. On s'attend à ce que la plupart des pays à revenu intermédiaire assument la majeure partie du coût de leurs réponses au VIH, à la tuberculose et au paludisme. En fait, certains pays de la région MENA, comme l'Algérie, sont classés comme étant en « transition » vers un retrait complet de l'aide du Fonds mondial sur la période 2017/2019, et d'autres suivront.

Ainsi, un épée de Damoclès pèse sur toutes les discussions à Marrakech et au-delà: Que vont faire les HSH et d'autres populations clés dans la région lorsque le Fonds mondial se retirera? Les organisateurs, les intervenants et les participants à l'atelier espèrent que des événements comme celui-ci renforceront les liens et les soutiens entre les communautés marginalisées de

la région MENA afin qu'ils puissent réaliser les objectifs du Fonds mondial de mettre fin aux épidémies, avec ou sans le soutien direct du Fonds.

Dans ce contexte, M. Ballan a souligné l'importance de ce type de dialogues, qui impliquent des parties prenantes travaillant dans des pays à différents stades de la transition du Fonds mondial et qui ont une bonne connaissance du Fonds et de ses processus.

« À travers les expériences des membres des ICN d'autres pays, les représentants des ICN ont pu comprendre différentes approches en termes de participation aux réunions des ICN », a déclaré M. Ballan. « Les représentants des pays qui ne bénéficient plus du soutien du Fonds mondial ou qui ne sont plus éligibles au Fonds ont eu l'occasion de discuter d'une planification plus poussée pour combler l'écart dans le financement. Cela a également été très bénéfique pour les représentants qui travaillaient pour la première fois sur le Fonds mondial », permettant une compréhension plus approfondie du Fonds et la manière de le faire fonctionner au mieux pour les populations clés.

La tendance générale est au progrès. Comme l'a fait observer Mme Rafif: *« Il y a cinq ans, il aurait été impossible d'imaginer que les populations clés siègent dans les ICN de la région MENA. Maintenant, les populations clés siègent au Maroc, en Tunisie et en Algérie, et bientôt dans d'autres pays. »*

[HAUT](#)

3. ACTUALITÉS : Le Conseil approuve un financement additionnel provenant des allocations de la période 2014/2016

David Garmaise

Récemment, toute l'attention était tournée sur les allocations pour la période 2017/2019, mais le financement relatif aux allocations de la période 2014/2016 continue d'être accordé à un rythme soutenu. En décembre 2016, le Conseil d'administration du Fonds mondial a, parmi de nombreuses activités, approuvé le financement dans cinq catégories différentes.

Le Conseil a autorisé le financement des allocations 2014/2016 pour les candidats au niveau national et régional qui n'avaient pas reçu de financement auparavant. Le Conseil d'administration a également approuvé un financement supplémentaire provenant de l'optimisation du portefeuille (c'est-à-dire le réinvestissement des fonds non dépensés prévus dans le portefeuille de subventions du Fonds) pour les subventions écourtées et les candidats de la première phase. En outre, le Conseil d'administration a approuvé le financement d'initiatives sur le Registre des demandes de qualité non financées (DQNF). Enfin, le Conseil a approuvé des fonds supplémentaires (les « réinvestissements ») provenant des économies réalisées dans le cadre de programmes qui ont déjà été financés dans le cadre des allocations 2014/2016.

Toutes les attributions ont été basées sur les recommandations du Comité d'approbation des subventions (CAS).

Dans cet article, nous donnons un aperçu de ces dernières approbations.

Financement supplémentaire pour les pays candidats

Le Conseil a approuvé 40,5 millions de dollars pour six subventions provenant de cinq composantes et pays. La plus grosse enveloppe a été attribuée à la Bolivie pour la TB (10,7 millions de dollars), mais l'enveloppe qui a été probablement la plus significative est celle accordée à l'État de Lagos au Nigeria. C'est en effet la première fois que le Fonds octroie des fonds à un gouvernement de un État fédéré du Nigeria. Le financement des États ou des provinces directement est l'une des stratégies que le Fonds avait dit vouloir explorer davantage pour atténuer les risques et augmenter l'impact dans les pays vaste avec une structure fédérale de gouvernement. Lagos a reçu 9,6 millions de dollars qui ont été reprogrammé à partir des fonds existants dans le cadre de la subvention fédérale NGA-H-NACA pour son programme de lutte contre le VIH. Veuillez vous référer au tableau 1 pour plus de détails sur les subventions accordées aux pays candidats.

Tableau 1 : Financement des subventions par pays approuvées par le Fonds mondial, décembre 2016 (en millions de dollars)

Pays (Composante)	Nom de la subvention	Fin de la subvention	Récipiendaire principal	Financement approuvé		
				Existant	Nouveau	Total
Algérie (VIH)	DZA-H-MOH	31-12-2019	Ministère de la Santé	0.0 m	6.5 m	6.5 m
Bolivie (TB)	BOL-T-UNDP	31-12-2019	PNUD	0.0 m	10.7 m	10.7 m ¹
El Salvador (VIH)	SLV-H-MOH	31-12-2018	Ministère de la Santé	3.8 m	1.3 m	5.1 m
	SLV-H-PLAN	31-12-2018	Plan International	2.2 m	4.8 m	7.0 m
Guyane (paludisme)	GYA-M-MOH	31-12-2019	Ministère de la Santé	1.2 m	0.4 m	1.6 m
Nigeria (VIH)	NGA-H-LSMOH	31-12-2017	Ministère de la santé de Lagos	9.6 m	0.0 m	9.6 m ²
TOTAUX				16.8 m	23.7 m	40.5 m

¹ 1,7 million de dollars ont été ajoutés au registre de la demande de qualité non financée (DQNF).

² Cela ne s'ajoute pas à ce qui a déjà été approuvé pour le Nigéria.

Lire l'[article séparé](#) dans ce numéro pour plus d'informations sur certains de ces prix de pays.

Financement supplémentaire pour les candidats régionaux

Quatre programmes régionaux ont reçu 23,4 millions de dollars. Le plus grand prix a été accordé à l'Initiative transfrontalière MOSASWA pour une subvention pour le paludisme (9,8 millions de dollars). Veuillez vous référer au tableau 2 pour plus de détails sur les quatre attributions.

Tableau 2 : Financement des subventions régionales approuvées par le Fonds mondial, décembre 2016 (en millions de dollars)

Candidat	Composante	Nom de la subvention	Fin de la subvention	Financement approuvé
Alliance for Public Health Ukraine	TB/VIH	QMZ-C-APH	31-12-2019	3.9 m
Asian Pacific Network of People Living with HIV/AIDS (APN+)	VIH	QSA-H-APN+	(31-03-2020)	3.6 m ¹
Australian Federation of AIDS Organizations (AFAO)	VIH	QSE-H-AFAO	31-12-2018	2.3 m
ITPC-Afrique de l'ouest	VIH	QPR-H-ITPC	31-12-2019	3.8 m ²
MOSASWA Cross-Border Initiative	Paludisme	QPA-M-LSDI	31-12-2019	9.8 m ³
TOTAUX				23.4 m

¹ Sous conditions. Si la subvention est approuvée, la date de fin serait le 31 mars 2020.

² Converti de l'euro au taux de 1.0577.

³ Ce montant comprend 4,0 millions de dollars qui ont été versés par Goodbye Malaria, un donateur du secteur privé.

Voir [l'article distinct](#) dans la version anglaise de l'OFM pour obtenir de plus amples renseignements sur certains de ces attributions régionales.

Financement supplémentaire pour les subventions écourtées et les candidats de la première phase

Deux demandes de subvention plus courtes et huit demandes initiales ont reçu un financement additionnel de 138 millions de dollars. Le plus grand nombre de subventions (six) est allé à la Birmanie, un ancien de la première phase. Les enveloppes les plus importantes ont également été attribuées à la Birmanie, soit 26,3 millions de dollars pour la subvention TB/VIH gérée par l'UNOPS; 25,9 millions de dollars pour la subvention contre la tuberculose et le VIH administrée par Save the Children; Et 25,1 millions de dollars pour une subvention pour le paludisme administrée par l'UNOPS. Veuillez vous référer au tableau 3 pour plus de détails sur tous les enveloppes dans cette catégorie.

Tableau 3: Financements supplémentaires pour les subventions et les candidats de la première phase, approuvés par le Fonds mondial, janvier 2017 (en millions de dollars)

Candidat (Composante)	Nom de la subvention	Réциpiendaire principal	Financement supplémentaire approuvé
Birmanie (paludisme)	MYN-M-SCF	Save the Children	5.8 m
	MYN-M-UNOPS	UNOPS	25.1 m
Birmanie (TB/VIH)	MYN-H-SCF	Save the Children	25.8 m
	MYN-H-UNOPS	UNOPS	26.3 m
	MYN-T-SCF	Save the Children	5.5 m
	MYN-T-UNOPS	UNOPS	16.4 m
EMMIE (paludisme)	QMP-M-PSI	Population Services International	0.7 m
Irak (TB)	IRQ-T-IOM	Organisation Internationale des Migration	3.0 m
Regional Artemisinin Initiative (RAI) (Paludisme)	QMU-M-UNOPS	UNOPS	15.5 m
Zimbabwe (Paludisme)	ZWE-M-MOHCC	Ministry of Health and Child Care	8.2 m
TOTAL			132.3 m

Dans tous les cas, les enveloppes ont été conçues pour permettre aux composantes de fournir des services jusqu'à la fin de l'année 2017.

Financement des initiatives sur le registre des DQNF

Sept initiatives de demandes de qualité non financées de cinq pays ont reçu 22 millions de dollars de financement. Veuillez vous référer au tableau 4 pour plus de détails.

Tableau 4: Financement approuvé pour les initiatives de DQNF, janvier 2017 (en millions de dollars)

Pays	Nom de la subvention	Réциpiendaire principal	Financement approuvé	DQNF révisées²
Bangladesh (TB)	BGD-T-BRAC	BRAC	1.9 m	19.2 m
	BGD-T-NTP	Programme national TB	2.1 m	
Philippines (TB)	PHL-T-PBSP	Philippine Business for Social Progress	5.3 m	-
RCA (TB/VIH)	CAF-C-IFRC	IFRC	4.6 m ¹	-
Vietnam (TB)	VNM-T-NTP	Programme national TB	3.0 m	36.8 m
Birmanie (TB)	MYN-T-SCF	Save the Children	5.1 m	12.0 m ³
	MYN-T-UNOPS	UNOPS		
TOTAUX			22.0 m	68.0 m

¹ Converti de l'euro au taux de 1.0577.

² Il s'agit du montant qui reste dans le registre des DQNF pour chaque pays après ces attributions.

³ Avec les 5,1 millions de dollars accordés, la DQNF pour la subvention de la Birmanie relative à la TB est ramenée à zéro. Cependant, en même temps, une nouvelle DQNF pour la Birmanie concernant la TB / VIH comme candidat de la première phase recevant un financement supplémentaire sera enregistrée au montant de 12,0 millions de dollars.

Ci-dessous, nous fournissons des informations supplémentaires sur les initiatives DQNF énumérées au tableau 4. Sauf indication contraire, la source du financement est l'optimisation du portefeuille.

Les **Philippines** ont reçu 5,3 millions de dollars pour mettre en œuvre des initiatives qui figuraient sur le registre de DQNF. L'investissement supplémentaire se concentrera sur l'élargissement de la couverture de la gestion programmatique de la tuberculose pharmacorésistante. Le programme vise à recruter 1 100 autres patients atteints de tuberculose multirésistante en 2017 en amenant des patients nouvellement inscrits vers un traitement plus court. Les activités soutenues par des fonds supplémentaires comprennent l'achat de produits pharmaceutiques, de produits de santé et d'équipement; Fournir un soutien économique aux patients; Et en élargissant la décentralisation de la gestion programmatique de la tuberculose pharmacorésistante.

Le montant additionnel de 3 millions de dollars destiné au **Vietnam** servira à effectuer des dépistages actifs de la tuberculose dans les collectivités de 24 districts supplémentaires dans

huit provinces; À élargir l'utilisation du régime de neuf mois pour le traitement de la tuberculose multirésistante; À faire passer le pourcentage de cas de tuberculose résistante à la rifampicine ou de tuberculose multirésistante déclarés par des bactériologues confirmés, résistants aux médicaments, de 20,5% en 2013 à 65,6% en 2017; Et d'augmenter le pourcentage de patients sous TAR enregistrés par le VIH qui subissent un traitement contre la tuberculose de 60,5% en 2013 à 90% en 2017.

La **République centrafricaine** a reçu 4,6 millions de dollars. Les interventions qui seront mises en œuvre avec cet argent comprennent les suivantes: extension des TAR; renforcement des capacités des programmes nationaux de lutte contre la tuberculose et le VIH; Décentraliser la gestion des cas de tuberculose multirésistante grâce à l'acquisition de machines GeneXpert et à la formation de travailleurs de la santé et de laboratoires dans trois autres sites; Et l'intensification des tests de charge virale.

Le **Bangladesh** a reçu 4 millions de dollars pour les initiatives DQNF. La moitié de cet argent provenait de l'optimisation du portefeuille. L'autre moitié provient d'une contribution de Comic Relief, un donateur du secteur privé. L'investissement supplémentaire sera utilisé pour étendre la combinaison public-privé au Bangladesh, en mettant l'accent sur un modèle d'entreprise sociale qui a déjà fonctionné en tant que projet pilote expérimenté dans trois centres de dépistage de la tuberculose à Dhaka depuis 2014; Et en utilisant un modèle similaire pour atteindre de nouveaux environnements urbains et pour tirer parti des réseaux étendus de BRAC dans la communauté.

Le financement de 5,1 millions de dollars destiné à la **Birmanie** pour financer les initiatives de DQNF a été intégré dans le budget pour le financement de la subvention relative à la tuberculose et au VIH lors de la candidature de la première phase (voir tableau 3).

[HAUT](#)

4. ACTUALITÉS: Informations supplémentaires sur les financements accordés aux pays candidats

41 millions de dollars ont été approuvés pour six subventions dans cinq pays

David Garmaise

Comme nous l'avons mentionné dans un [autre article](#) de ce numéro, parmi le financement des allocations pour la période 2014/2016 accordées par le Conseil d'administration en décembre, 40,5 millions de dollars ont été alloués à six subventions provenant de cinq composantes et pays qui n'ont pas reçu de financement précédemment. Veuillez vous référer au tableau ci-dessous pour plus de détails.

Tableau: Financement pour les subventions pays approuvées par le Fonds mondial, décembre 2016 (en millions de dollars)

Pays (Composante)	Nom de la subvention	Fin de la subvention	Récipiendaire principal	Financement approuvé		
				Existant	Nouveau	Total
Algérie (VIH)	DZA-H-MOH	31-12-2019	Ministère de la Santé	0.0 m	6.5 m	6.5 m
Bolivie (TB)	BOL-T-UNDP	31-12-2019	PNUD	0.0 m	10.7 m	10.7 m ¹
El Salvador (VIH)	SLV-H-MOH	31-12-2018	Ministère de la Santé	3.8 m	1.3 m	5.1 m
	SLV-H-PLAN	31-12-2018	Plan International	2.2 m	4.8 m	7.0 m
Guyane (paludisme)	GYA-M-MOH	31-12-2019	Ministère de la Santé	1.2 m	0.4 m	1.6 m
Nigeria (VIH)	NGA-H-LSMOH	31-12-2017	Ministère de la santé de Lagos	9.6 m	0.0 m	9.6 m ²
TOTAUX				16.8 m	23.7 m	40.5 m

¹ 1,7 million de dollars ont été ajoutés au registre de demandes de qualité non financées (DQNF).

² Cela ne s'ajoute pas à ce qui a déjà été approuvé pour le Nigéria.

Voici plus de détails sur trois de ces attributions.

Nigeria (VIH)

L'octroi de 9,6 millions de dollars à l'État de Lagos constitue la première subvention accordée à un État fédéré au Nigeria. Le financement est destiné au VIH et le principal bénéficiaire est le ministère de la Santé de Lagos. Dans son rapport au Conseil d'administration, le Comité d'approbation des subventions (CAS) a déclaré que ce financement faisait partie d'un projet pilote d'une approche décentralisée de gestion de portefeuille pour le Nigeria. Le CAS a déclaré que *« bien que le volume de financement représente moins de 1% du portefeuille global du Nigeria, l'octroi d'une subvention directe au niveau des États fédérés est une approche stratégiquement importante visant à réduire les risques et à améliorer l'impact »*. Les subventions au niveau des États fédérés devraient avoir un impact plus important au fil du temps *« en adaptant plus précisément les activités programmatiques à des contextes spécifiques à l'État et en utilisant des ressources financières supplémentaires pour combler le déficit de financement actuel au Nigeria »*.

La subvention contribuera à l'objectif du ministère de la Santé de Lagos d'atteindre une couverture antirétrovirale de 80% d'ici à 2020. La subvention inclut la prestation de services cliniques en matière de VIH dans toutes les centres dans trois secteurs de l'administration locale: Epe, Ikorodu et Oshodi-Isolo. Cette subvention est complémentaire aux programmes financés par le PEPFAR qui impliquent l'extension des services dans huit autres régions de l'État.

La subvention contribuera également aux résultats prévus suivants:

- Fournir aux personnes vivant dans l'État de Lagos un accès à des services de prévention, de diagnostic et de traitement de haute qualité axés sur le patient pour la tuberculose et le VIH;
- Réduire les nouvelles infections par le VIH et améliorer la qualité de vie des personnes infectées et touchées dans l'État de Lagos; et
- Diminuer la mortalité liée au VIH pour 100 000 habitants, passant de 116 en 2013 à 70 en 2017.

Selon le CAS, le programme au niveau de l'État est conforme au plan stratégique national et aux lignes directrices nationales. Le programme *« rendra compte »* à l'ICN du Nigeria et d'autres entités nationales pertinentes pour assurer une coordination appropriée.

Dans son rapport au Conseil d'administration, le CAS a noté que l'État de Lagos a pris des engagements nationaux importants pour cofinancer ce programme; Que les partenaires travaillant avec l'État de Lagos apportent un soutien significatif - *« des communications de haut niveau étaient en cours entre les organismes techniques, le Secrétariat et le gouvernement de l'État »*; Et que les programmes au niveau national collaborent avec l'État

de Lagos, en particulier en ce qui concerne les services destinés aux populations clés et les soins de santé du secteur privé (tels que les centres d'accouchement).

Il convient de noter que l'octroi de 9,6 millions de dollars à l'État de Lagos représente la reprogrammation des fonds existants à transférer d'une subvention nationale - NGA-H-NACA- et n'augmente donc pas le budget total approuvé par le Conseil d'administration pour le Nigeria en matière de TB/VIH.

En ce qui concerne les contributions nationales, le CAS a déclaré que l'État de Lagos a l'une des plus importantes affectations budgétaires du secteur de la santé au Nigeria, représentant 9,7% du budget de l'État en 2016. Le gouvernement a accordé la priorité aux dépenses du secteur de la santé et vise à améliorer : la prestation des services de santé aux personnes pauvres en assurant l'accès universel à un ensemble de soins essentiels; l'accès aux services de santé; la qualité des soins; à fournir un accès financier aux groupes vulnérables. Une ligne budgétaire dédiée du ministère de la Santé montre une augmentation de 24% en 2016. En outre, l'État de Lagos a engagé un montant supplémentaire de 850 000 dollars pour financer les dépenses de santé pour 2017 afin de soutenir le renforcement des systèmes de santé.

Bolivie (TB)

La Bolivie a reçu l'enveloppe la plus élevée (10,7 millions de dollars) pour une subvention dont le bénéficiaire principal est le PNUD. Les objectifs du programme bolivien de lutte contre la tuberculose sont de réduire, d'ici 2020, l'incidence de la tuberculose de 17% et la mortalité de la co-infection TB/VIH de 15%. Les stratégies pour atteindre ces objectifs comprennent:

- La fourniture de services pour les soins, la détection des cas, le diagnostic et le traitement de toutes les formes de tuberculose;
- Le renforcement des services de soins et l'augmentation du taux de réussite du traitement de la TB-MR; et
- L'assurance de la continuité de la coopération et du mécanisme de gestion conjointe entre les programmes TB/VIH.

Le total des engagements financiers nationaux s'élève à 21 millions de dollars, soit 54% du total des ressources disponibles pour la prochaine période de mise en œuvre. Le financement national couvrira principalement les besoins liés à l'achat de médicaments de deuxième intention, les services hospitaliers destinés aux patients atteints de tuberculose multirésistante et la prise en charge des réactions indésirables aux médicaments antituberculeux.

Algérie (VIH)

L'octroi de 6,5 millions de dollars à l'Algérie est la première subvention du Fonds mondial en Algérie depuis la clôture de la subvention pour le VIH en 2008.

L'épidémie de VIH en Algérie est caractérisée comme faible, mais concentrée dans les populations clés. Les écarts de données sont larges, mais la prévalence en 2014 était estimée à 5,1% pour les travailleurs du sexe, à 6,8% pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et à 1,1% pour les consommateurs de drogues injectables. Le programme met l'accent sur les groupes les plus exposés ainsi que sur les populations vulnérables comme les détenus et les populations mobiles. Le programme vise à renforcer les intervenants communautaires afin de mobiliser le financement et de mener des activités de collecte de fonds pour assurer la durabilité des activités après la transition. (L'Algérie n'est plus admissible au financement du VIH en 2017, ce qui lui donne le droit de bénéficier d'un financement de transition pour sa composante VIH pour la période 2017/2019).

Les stratégies pour atteindre cet objectif sont les suivantes:

- Utiliser les installations nationales de soins de santé pour étendre la couverture géographique des tests de dépistage du VIH;
- Élaborer des actions ciblant la prévention et la réduction du risque d'infections sexuellement transmissibles et du VIH; et
- Mettre au point un système de référence pour les personnes séropositives entre les centres de référence et les établissements de soins de santé.

La subvention contribuera également aux résultats prévus suivants:

- Augmentation du pourcentage de personnes vivant avec le VIH en traitement antirétroviral qui ont une charge virale indétectable après 12 mois, passant de 53% en 2015 à 77% en 2018;
- Augmentation du pourcentage de travailleurs du sexe qui se soumettent à un test de dépistage du VIH au cours de la période considérée et qui connaissent les résultats de 29,5% en 2014 à 40% en 2018;
- Augmentation du pourcentage d'hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes qui se soumettent à un test de dépistage du VIH pendant la période considérée et qui connaissent les résultats de 31% en 2015 à 37% en 2018; et
- Augmentation du pourcentage de consommateurs de drogues injectables qui font un test de dépistage du VIH au cours de la période considérée et qui connaissent les résultats jusqu'à 24% en 2018.

Le total des engagements financiers nationaux s'élève à 111 794 085 dollars, soit 95% du total des ressources disponibles pour la prochaine période de mise en œuvre. Les engagements gouvernementaux en matière de VIH représentent une augmentation de 54% par rapport à la période de mise en œuvre précédente. Selon le CAS, le Secrétariat travaillera avec les autorités locales à la recherche de financements privés et nationaux pour les interventions en faveur des populations clés, en privilégiant les services essentiels actuellement les plus dépendants de sources externes afin d'éviter l'interruption des services.

Puisqu'il s'agit d'une subvention de transition, elle appelle à l'élaboration d'un plan de développement durable dans les trois ans. Une unité de gestion du programme est actuellement mise en place; Elle comprendra du personnel du ministère de la Santé.

[HAUT](#)

5. ANNONCE : Délégation des ONG des pays en développement recherche nouveaux membres

Personnel d'Aidspan

La Délégation des ONG des pays en développement au Conseil d'administration du Fonds mondial recherche de nouveaux membres pour la période 2017/2019. Le 21 février, la délégation a lancé un "appel" invitant des personnes représentant et travaillant avec les ONG dans l'hémisphère sud à devenir membre.

La durée du mandat est de deux ans, avec possibilité de renouvellement. La date limite pour la présentation des candidatures est fixée au 17 mars. Des informations supplémentaires sont disponibles [ici](#).

[HAUT](#)

Ceci est le numéro 37 de la lettre d'information de l'Observateur du Fonds Mondial (OFM). Pour nous faire parvenir des commentaires, des suggestions de sujets ou des remarques, vous pouvez écrire au rédacteur en chef, David Garmaise (david.garmaise@aidspan.org). Pour vous abonner à l'OFM, rendez vous sur www.aidspan.org. Les articles sont disponibles également en anglais et certains en russe.

La lettre d'information indépendante de l'OFM couvre l'actualité du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme et offre analyses, commentaires et opinions. (<http://www.theglobalfund.org/fr/>).

Aidspan (www.aidspan.org) est une ONG internationale basée à Nairobi, au Kenya, dont la mission est d'agir comme un observateur du Fonds et de fournir des services qui peuvent profiter à tous les pays désireux d'obtenir un financement du Fonds mondial et en faire un usage efficace. Aidspan se finance grâce aux subventions des gouvernements et des fondations. Aidspan n'accepte aucun financement de la part du Fonds mondial, ne fournit aucun travail rémunéré de consultance et son contenu est gratuit.

La reproduction des articles de la lettre d'information est autorisée avec la mention : « source : lettre d'information de l'Observatoire du Fonds Mondial (www.aidspace.org/gfo), un service d'Aidspace ».

Pour vous désabonner, cliquez [ici](#).

Droits d'auteurs © 2017 par Aidspace. Tous les droits réservés.

[HAUT](#)